

## Décisions

### Décision 8226, 25 février 2005

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (L.R.Q., c. M-35.1)

#### Producteurs de cultures commerciales — Blé destiné à la consommation humaine — Mise en vente en commun

Veillez prendre note que la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, par sa décision 8226 du 25 février 2005, a approuvé le Règlement sur la mise en vente en commun du blé destiné à la consommation humaine, tel que pris par le conseil d'administration de la Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec lors d'une réunion convoquée à cette fin et tenue les 19 et 20 juin 2001 et dont le texte suit.

Veillez de plus noter que ce règlement est soustrait de l'application des sections III et IV de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) en vertu de l'article 203 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (L.R.Q., c. M-35.1).

*Le secrétaire,*  
M<sup>c</sup> MARC NEPVEU

### Règlement sur la mise en vente en commun du blé destiné à la consommation humaine

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (L.R.Q., c. M-35.1, a. 97 et 98)

#### SECTION 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.** Le blé est mis en marché sous la direction et la surveillance de la Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec, conformément aux dispositions du présent règlement et, le cas échéant, des conventions conclues par la Fédération avec les personnes intéressées à sa mise en marché.

On entend par « blé », le blé destiné à la consommation humaine, c'est-à-dire toute variété de blé produite au Québec et qui possède les caractéristiques recherchées

pour la fabrication des produits alimentaires destinés à la consommation humaine à l'exception du blé utilisé à des fins de semence.

**2.** Un producteur ne peut mettre en marché du blé autrement que par l'entremise de la Fédération et conformément aux dispositions du présent règlement.

**3.** Les articles 2 et 8 à 27 ne s'appliquent pas au blé faisant l'objet d'une certification biologique délivrée par un organisme de certification accrédité par le Conseil d'accréditation du Québec.

#### SECTION 2 DÉCLARATION DE PRODUCTION

**4.** Chaque producteur doit faire parvenir à la Fédération, au plus tard le 10 juin de chaque année, une déclaration de production et contenant tous les renseignements demandés et indiqués à la formule reproduite à l'annexe I.

**5.** Chaque producteur doit fournir à la Fédération, sur demande, les renseignements qu'elle requiert quant à l'état de ses récoltes, de ses livraisons et de son entreposage.

**6.** Chaque producteur doit conserver toutes les pièces justificatives et autres documents reliés à sa production et à sa mise en marché durant au moins 24 mois à compter de la date de leur rédaction pour permettre la vérification de la certification de la variété et du respect des normes édictées pour chacun des pools décrits à l'article 16.

**7.** Le producteur qui a mis en marché du blé certifié biologique doit pouvoir démontrer à la Fédération, durant au moins 24 mois à compter de la date de mise en marché, que ce blé correspond bien à la certification qui lui a été délivrée.

#### SECTION 3 CENTRES DE SERVICES

**8.** Au plus tard 30 jours après la date d'entrée en vigueur du présent règlement, la Fédération doit conclure avec des centres de services, ou une association accréditée pour les représenter, une entente prévoyant notamment les modalités de conditionnement, de manipulation, de gestion, de classement, d'analyse et de transport des lots de blé en plus des frais de services et de leur modalité de paiement.

**9.** La Fédération tient à jour et publie périodiquement dans un journal agricole de circulation générale la liste des centres de services qui ont convenu avec elle de rendre les services décrits à l'article 8.

**10.** Chaque producteur doit transporter ou faire transporter son blé à ses frais au centre de services que la Fédération lui désigne.

**11.** Aucun producteur ne peut livrer ou transporter son blé à un centre de services qui n'a pas signé d'entente avec la Fédération.

**12.** La Fédération désigne le centre de services où chaque producteur doit livrer son blé après consultation des producteurs et en tenant compte de la capacité de conditionnement et d'entreposage du centre de services, du type de blé qui y est traité, des achats effectués par les différents acheteurs et des distances de transport.

La Fédération peut toutefois, pour des raisons d'efficacité, de capacité, de conditionnement et d'entreposage du type de blé traité ou de la distance à parcourir, diriger le blé d'un producteur vers un centre de services différent de celui qu'il a indiqué dans la déclaration faite conformément à l'article 4.

Les frais supplémentaires de transport, le cas échéant, sont alors défrayés par la Fédération à même les pools décrits à l'article 20.

**13.** Chaque producteur doit assumer les risques susceptibles d'affecter le blé qu'il entrepose.

#### **SECTION 4** RELATION AVEC LA COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DE QUÉBEC

**14.** Malgré les articles 8 à 13, 25 et 26, une coopérative visée par l'accréditation accordée à la Coopérative fédérée de Québec par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, dans sa décision 3745 du 13 septembre 1983 (1983, *G.O.* 2, 4221), peut conclure avec chacun de ses sociétaires producteurs de blé une entente prévoyant :

1° les modalités de transport, de livraison à la coopérative, de réception, de pesée, d'inspection, de classement, d'entreposage et de manutention du blé que ce membre met en marché ;

2° les frais de service que ce sociétaire doit payer ;

3° le paiement et la remise par la Coopérative du prix du blé du sociétaire vendu par la Fédération, conformément aux dispositions du présent règlement.

**15.** Les ententes conclues en application de l'article 14 ne peuvent déroger aux autres dispositions du présent règlement ni aux conventions conclues à ce sujet entre la Fédération et la Coopérative fédérée de Québec, à titre d'organisme accrédité, et homologuées par la Régie, ni aux sentences arbitrales en tenant lieu.

#### **SECTION 5** FRAIS DE MISE EN MARCHÉ

**16.** Chaque producteur doit payer les frais d'application et d'administration du présent règlement en proportion de la quantité de blé qu'il a vendu.

**17.** Pour la première année de l'application du présent règlement, les frais indiqués à l'article 16 sont établis à un maximum de 3 \$ la tonne métrique.

**18.** Le centre de services facture directement ses frais de service au producteur qui doit les acquitter. Ces frais ne peuvent être supérieurs à ceux convenus par le centre de services avec la Fédération.

#### **SECTION 6** PAIEMENT AUX PRODUCTEURS

**19.** La Fédération perçoit des acheteurs le prix de vente du blé selon les modalités des contrats intervenus avec eux.

**20.** Les pools suivants sont établis en fonction de la certification de la variété pour fin de paiement aux producteurs :

Pool A : Grades 1, 2 et 3 de blé roux de printemps de l'Est canadien recommandé pour l'Est canadien ;

Pool B : Grades 1, 2 et 3 de blé blanc tendre d'hiver de l'Est canadien recommandé pour l'Est canadien ;

Pool C : Grades 1, 2 et 3 de blé rouge de force d'hiver de l'Est canadien recommandé pour l'Est canadien ;

Pool D : Grades 1, 2 et 3 de blé rouge tendre d'hiver de l'Est canadien recommandé pour l'Est canadien ;

Pool E : Grades 1, 2 et 3 de blé roux de printemps de l'Est canadien sans certification de la variété ou n'ayant pas été testé préalablement à sa livraison au centre de services ;

Pool F: Tous les blés de grades inférieurs des Pools A, B, C, D et E et ceux dont le contenu en mycotoxine excède les niveaux acceptés par l'industrie.

**21.** Chaque pool correspond au prix payé à la Fédération par les acheteurs pour les grades de blé correspondants, au cours d'une période de commercialisation.

On entend par «période de commercialisation», le temps écoulé entre la récolte du blé et sa vente.

**22.** Tous les lots de blé livrés par un producteur doivent avoir été préalablement testés pour déterminer qu'ils correspondent aux normes minimales pour être classées dans l'un ou l'autre des pools A, B, C ou D. À défaut, selon le résultat de ces tests, le blé est dirigé dans le pool E ou dans le pool F.

**23.** Chaque lot de blé est pesé, classé et testé officiellement pour déterminer qu'il correspond aux caractéristiques recherchées pour la fabrication des produits alimentaires destinés à la consommation humaine et pour vérifier son niveau de mycotoxine selon les procédures reconnues par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec.

Le résultat de ces tests est acheminé à la Fédération au plus tard trois jours ouvrables après la réception du lot.

**24.** Les lots de blé d'un producteur qui, après avoir été testés conformément aux dispositions de l'article 23, ne correspondent pas aux caractéristiques recherchées pour la fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation humaine, sont offerts en vente par la Fédération au prix du marché à la coopérative ou au centre de services, selon le cas. En cas de refus, la Fédération peut les offrir à tout autre acheteur.

Ces lots sont payés en même temps et de la même manière que ceux faisant l'objet des articles 25 et 26.

**25.** La Fédération verse à chaque producteur un paiement initial au plus tard 14 jours après la livraison du blé à un centre de services.

**26.** La Fédération verse le solde du prix de chaque pool aux producteurs au plus tard 60 jours après la dernière vente de blé aux acheteurs pour la période de commercialisation.

La Fédération déduit alors les contributions exigibles des producteurs et prévues à un règlement pris en application de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche, les frais de mise en marché et, le cas échéant, les frais supplémentaires de transport. Elle tient compte de plus des primes ou des escomptes applicables selon le taux de protéine du blé et selon les différentes variétés ou les grades de ce blé.

**27.** Tout ajustement résultant d'erreur ou d'omission involontaire est effectué au plus tard 30 jours après le paiement final versé aux producteurs.

## SECTION 7 RÈGLEMENT DES LITIGES

**28.** Un producteur peut demander à la Fédération de réviser toute décision qu'elle a prise en application du présent règlement et le visant directement en suivant les étapes suivantes :

1° il doit soumettre sa demande de révision par écrit au secrétariat de la Fédération au plus tard 90 jours après la date de la décision contestée ;

2° le secrétaire de la Fédération ou son représentant doit tenter d'apporter une solution au différend dans les 10 jours de la date de la réception de la demande ;

3° à défaut, le secrétaire soumet le différend au comité exécutif de la Fédération qui doit tenter d'y apporter une solution dans les 10 jours suivants ;

4° le producteur insatisfait de la solution proposée par le secrétaire ou le conseil exécutif de la Fédération peut porter le différend devant la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec selon les dispositions de l'article 26 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche.

## SECTION 8 ENTRÉE EN VIGUEUR

**29.** Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

**ANNEXE I**

(a. 4)

**DÉCLARATION DE SUPERFICIE SEMÉE EN BLÉ DE CONSOMMATION HUMAINE**

Nom du producteur : \_\_\_\_\_

Adresse du producteur : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Nom de l'entreprise : \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone : \_\_\_\_\_

**Nom du centre recevant le blé :** \_\_\_\_\_Entreposage avant livraison :  Oui  NonCapacité d'entreposage :  Moins d'un mois  D'un à trois mois  Plus de trois moisEntreposage à la ferme :  Oui  Non

Sinon - Adresse du lieu d'entreposage : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

**Variété semée :**

Superficie : \_\_\_\_\_ (en hectares)

Date de semis : \_\_\_\_\_

Numéro de lot : \_\_\_\_\_

Numéro d'identification des sacs de semence : \_\_\_\_\_

**Le cas échéant :** Production biologique  Oui  Non

Organisme de certification : \_\_\_\_\_

Numéro de certificat : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
Date\_\_\_\_\_  
Signature du producteur